

- Contribution Économique Territoriale (CET) :

Exonération la première année civile.

La nouvelle CET est composée de :

*** La Cotisation Foncière des Entreprises (CFE)**

Imprimé n° 1447-C à déposer avant le 31/12 de la 1ère année.



Suppression de l'envoi postal des avis de CFE-IFER pour toutes les entreprises depuis 2015.

Pensez à créer votre espace professionnel sur le site www.impots.gouv.fr si cela n'est pas déjà fait.

*** La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)**

Déclarations n°2035-E et 1330-CVAE (dispense possible via 2035-E) à déposer si recettes supérieures à 152 500 €, mais imposition uniquement si recettes supérieures à 500 000 € (versements d'acomptes avec imprimés n°1329-AC + solde).

- Ordinateur :

Une dotation aux amortissements peut être déduite ainsi que les frais d'Internet... Au prorata de l'usage professionnel.

- Cotisation à un syndicat professionnel**- Local professionnel :**

* déduction des loyers versés si cabinet loué à un tiers
* déduction possible d'un « loyer à soi-même » si cabinet situé dans l'habitation dont vous êtes propriétaire (sous conditions)

- Forfait blanchissage :

L'Administration admet que les dépenses de blanchissage effectuées à domicile puissent être évaluées par référence aux tarifs pratiqués par les blanchisseurs, à condition de :

- justifier du nombre de blouses, draps, ...
- justifier du tarif (devis)
- comptabilisation **mensuelle** en comptabilité.

ET AUSSI....

- Le téléphone portable,
- Les frais de formation (ET Crédit d'Impôt) ...

- Cotisations sociales :

3 régimes OBLIGATOIRES (base = bénéfice + Madelin) :

*Début d'activité : Base Forfaitaire les deux premières années
d'activité = 19 % du Plafond Annuel SS (PASS 2022 = 41 136 €)*

- Allocations Familiales : 0 % sur les revenus inférieurs à 110 % du plafond SS, augmentation progressive du taux de 0 % à 3,1 % pour les revenus compris entre 110 % et 140 % du plafond SS, 3,1 % au-delà

- CSG/CRDS : 9,7 % (Part déductible fiscalement = 6,8 %)

- Assurance Maladie : 6,50 % sur les revenus supérieurs à 110 % du plafond SS, augmentation progressive du taux de 1,5 % à 6,5 % pour les revenus inférieurs à 110 % du plafond SS

→ Recouvrement par l'URSSAF

- Assurance Vieillesse (Cot. de base : **8,23 %** dans la limite de 1 plafond SS + **1,87%** dans la limite de 5 plafonds annuels SS) (Cot. Complémentaire : 8 classes de cotisations de 1 527 € à 19 857 € selon activité) (Invalidité - Décès : 3 classes de 76 € à 380 € annuelle)

→ Recouvrement par la CIPAV

Pour un début d'activité au 01/01/2022	1ère année
Allocations Familiales*	- €
CSG - CRDS	758 €
- Dont CSG déductible	531 €
CFP	103 €
Maladie*	185 €
Retraite de base*	789 €
Retraite Compl. (Réduction 100% possible)	-
Invalidité décès*	76 €
TOTAL	1 911 €
<i>Total si exonération de début d'activité (ex-ACRE-ACCRE)</i>	<i>861 €</i>

+ régularisation les années suivantes en fonction des revenus réels
*exonération de début d'activité possible

Cotisations FACULTATIVES Loi Madelin :

- Prévoyance (pensez à la mutuelle)
- Retraite
- Perte d'emploi subie

Condition : être à jour de ses cotisations obligatoires.

ERGOTHÉRAPEUTE**FICHE MÉTIER**

Édition Février 2022



☎ 02 23 300 600

✉ contact@arcolib.fr🌐 www.arcolib.fr

Du lundi au vendredi de 8h à 18h

8 place du Colombier BP 40415
35004 RENNES Cedex1 rue Anita Conti
56000 VANNES15 avenue Trudaine
75009 PARISDécouvrez notre service de conformité fiscale sur www.fisca-pass.fr

1 - Formalités Administratives

A - Conditions de diplôme

Peuvent exercer la profession d'ergothérapeute :

- Les titulaires d'un Diplôme d'Etat d'Ergothérapeute délivré par un établissement agréé après une formation de 3 ans (formation pratique et théorique de 2 000 heures et formation pratique clinique encadrée de 1 260 heures.

- Les titulaires des diplômes d'Infirmier, de Sage-femme, sont susceptibles d'être dispensés des épreuves d'admission et/ou d'une partie des unités d'enseignement aux dispenses d'enseignement en vue de la préparation au diplôme permettant d'user du titre d'Ergothérapeute.

B - Enregistrement du diplôme au répertoire ADELI

Enregistrement effectué auprès de l'Agence Régionale de Santé (ARS) du lieu d'exercice de l'activité, après vérification des pièces d'identité et du titre de formation.

Le dossier d'enregistrement comprend le **formulaire CERFA n°10906*037**

https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa_10906.do

Le récépissé délivré comporte le numéro d'enregistrement ADELI qui sert de numéro de référence.

Le professionnel est alors inscrit sur une liste départementale des praticiens pouvant être consultée par toute personne.

C - Inscription URSSAF

Immatriculation en qualité de travailleur indépendant (formulaire POPL) à effectuer dans les 8 jours qui suivent le début d'activité.

Nota : Confirmer votre début d'activité, par courrier, auprès de la CIPAV (caisse de retraite obligatoire)

CIPAV- 9 Rue de Vienne - 75 403 Paris Cedex 08 - www.lacipav.fr

D - Souscrire une assurance Responsabilité Civile professionnelle

E - Obligation d'afficher les tarifs dans la salle d'attente ou le lieu d'exercice (décret n°2009-152 du 10/02/09)

F - Autres formalités :

- Compte bancaire à usage professionnel (ouvrez un simple compte courant « classique » si admis auprès de votre banque)

- Pensez aussi à votre adhésion à ARCOLIB, et aux services d'un cabinet comptable...

2 - Fiscalité

LE RÉGIME MICRO-BNC

* Principe :

Régime simplifié d'imposition, le régime micro-BNC consiste en l'imposition des seules recettes encaissées auxquelles l'Administration applique un abattement forfaitaire de 34 % (Ainsi, le contribuable renonce à déduire les dépenses réellement payées).



Si les frais réels (frais de voiture, cotisations sociales,...) excèdent 34 % des encaissements, ce régime n'est pas intéressant fiscalement.

* Conditions :

Le régime micro-BNC s'applique, en 2022, aux contribuables dont le chiffre d'affaires de 2021 ou de 2020 est inférieur au seuil de 72 600 €.

Pour les entreprises nouvelles, le régime micro est applicable les deux premières années d'activité quel que soit le chiffre d'affaires de ces deux années.



Le chiffre d'affaires de N est à ramener sur 365 jours en cas de début d'activité en cours d'année civile pour apprécier le bénéfice du régime micro-BNC en N+2.

LA DÉCLARATION CONTRÔLÉE (N°2035)

* De plein droit en 2022, lorsque les chiffres d'affaires de 2020 et de 2021 excèdent le seuil de 72 600 €.

* Sur option, lorsque le régime micro-BNC est applicable mais que le contribuable souhaite déduire ses frais réels.

Lorsqu'il est choisi sur option, le régime de la déclaration contrôlée est valable 1 an. De plus, pour revenir au micro-BNC (si possible en fonction des recettes), la dénonciation doit être faite dans les délais applicables au dépôt de la déclaration 2035 en 2023 pour les revenus 2022.

3 - L'Organisme Agréé

En cas de déclaration n° 2035 (de plein droit ou sur option), l'Impôt sur le Revenu sera calculé sur le montant de votre Bénéfice, majoré de 10% en 2022

SAUF si vous adhérez à **ARCOLIB**, vous permettant alors de ne pas subir cette majoration.

→ **Adhésion à réaliser dans les 5 mois du début d'activité, ou avant le 31 Mai.**

Les remplaçants ont la possibilité d'adhérer dans les 5 mois suivant leur installation.

ARCOLIB : cotisation 2022 = 180,00 € TTC (50,00 € TTC si 1ère année d'activité et 30,00 € TTC si micro-BNC).

Cette cotisation est déductible du bénéfice professionnel (sauf micro-BNC car comprise dans l'abattement 34%).



Si vos recettes sont inférieures à 72 600 € et que vous déposez une 2035 SUR OPTION, les frais d'ARCOLIB et de votre expert-comptable peuvent venir en réduction d'impôt pour 2/3 de leurs montants (max 915 € par an).

4 - Charges Déductibles

Sans être exhaustifs :

- Frais de véhicule :

Déduction des frais réels : Amortissement du véhicule (seulement si vous en êtes personnellement propriétaire), assurance, carburant, entretien, réparations, intérêts d'emprunt... Au prorata de l'usage professionnel... Mais calcul de plus ou moins-values en cas de changement de véhicule.

OU

Déduction du forfait kilométrique (Si Véhicule de Tourisme, dont vous êtes personnellement propriétaire ou crédit-preneur) : application du barème de l'Administration au kilométrage professionnel réalisé avec le véhicule.

Kilométrage domicile-travail limité à 40 kilomètres si convenance personnelle (non limité à 40 kms pour les remplacements ponctuels).

- Frais de repas :

Repas pris seul : déductibles, pour la part supérieure à 5,00 € et inférieure à 19,40 € (pour 2021).

Exemple : repas de 10,00 € :

- Déductible : 10,00 – 5,00 = 5,00 € (TTC)
- Non déductible : 5,00 €

N.B. : Seuils revus chaque année

- Petit outillage :

Déduction immédiate en charges des matériels dont la valeur unitaire est inférieure à 500,00 € HT (600,00 € TTC) (sacoche, matériel professionnel).

Si valeur supérieure à 600,00 € TTC : Immobilisation avec déduction d'amortissements annuels (ordinateur, table de massage ...).